

Conclusion

De nouvelles approches pour repenser l'(in)sécurité

Sophie WINTGENS, Geoffrey GRANDJEAN et Stéphanie VANHAEREN



Le présent ouvrage visait à s'interroger sur la sécurité et l'insécurité en tant qu'objet d'étude à l'heure de la globalisation post-Guerre froide. Eu égard aux limites épistémologiques constitutives de ces concepts¹, leur exploration empirique guidée par une dialectique « *intermestique* »² tenant compte de l'interrelation entre les politiques internes et externes devait permettre de dépasser les contingences liées à toute entreprise de théorisation. En adoptant une perspective volontairement multidisciplinaire et transversale, l'approche originale de l'(in)sécurité telle que privilégiée dans le cadre du présent ouvrage s'est révélée riche d'enseignements.

Trois axes de réflexion apparaissent en effet en filigrane de l'ensemble des contributions : un premier axe révèle une tendance générale au repositionnement théorique, soit une volonté manifeste de repenser les concepts mêmes de sécurité et d'insécurité au regard du contexte dans lequel ils prennent corps aujourd'hui ainsi que des représentations et/ou perceptions socialement construites qui leur sont associées ; un deuxième axe de réflexion, lié au précédent, se concentre quant à lui sur les enjeux inhérents aux pratiques (in)sécuritaires et aux sentiments d'(in)sécurité qui les fondent, et ce, en privilégiant l'analyse de cas empiriques qui permettent d'en comprendre plus finement les rouages et la dynamique intrinsèque ; un troisième et dernier axe de recherche met davantage l'accent sur les réponses à apporter aux questions de sécurité et d'insécurité, livrant ainsi une réflexion prospective en la matière dans le cadre d'une approche de type *problem solving*. Une triple mise en abîme qui, en somme, reflète plus largement les questionnements théorico-méthodologiques auxquels font face les analyses contemporaines *mainstream* de la sécurité³ et que cet ouvrage aborde sous de nouveaux angles.

En revisitant la question de l'insécurité linguistique à travers une conception théorique et méthodologique critique, la contribution d'Alix Dassar-

¹ Voir notamment DALBY Simon, « Contesting an Essential Concept : Reading the Dilemmas in Contemporary Security Discourse », in KRAUSE Keith et WILLIAMS Michael C. (dir.), *Critical Security Studies*, University of Minnesota Press, Borderlines, 1997, p. 6 ; GALLIE Walter Bryce, « Essentially Contested Concept », in BLACK Max (dir.), *The Importance of Language*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1962, pp. 121-146.

² La distinction entre les politiques internes et extérieures est de moins en moins nette. Par le passé, les affaires intérieures internes et internationales étaient considérées comme des domaines stratégiques relativement distincts. À présent, elles sont liées au point d'être pratiquement indissociables. S'inspirant des travaux de James Rosenau, Gordon Smith a créé un néologisme qui rend bien compte de la fusion de ces deux pôles : *intermestic* qui, quoiqu'un peu discordant, réunit les mots anglais *international* et *domestic*. SMITH Gordon S., « New Challenges for High-Level Leadership Training in Public Management and Governance in a Globalizing World », in UNITED NATIONS, *Leadership and Social Transformation in the Public Sector : Moving from Challenges to Solutions*, New York, United Nations, 2004, p. 36.

³ Voir notamment SHEPHERD Laura J., *Critical Approaches to Security. An Introduction to Theories and Methods*, New York, Routledge, 2013.

gues s'inscrit pleinement dans cette triple dialectique. En procédant à une étude originale du processus de construction des sentiments d'(in)sécurité linguistique chez de jeunes locuteurs belges francophones à travers l'analyse des représentations qu'ils associent à leurs attitudes réelles récoltées après enquête, l'auteur démontre l'importance des facteurs conjoncturels – tels que l'interlocuteur ou la situation d'énonciation – dans le développement de ce type de sentiments (in)sécuritaires. En privilégiant méthodologiquement une analyse factorielle « en amont », telle qu'inspirée des études sociolinguistiques⁴, à une analyse synthétique « en aval » réalisée classiquement sous la forme d'un taux d'insécurité linguistique, Alix Dassargues met ainsi au jour l'existence non pas d'une seule mais d'une pluralité de manifestations d'(in)sécurité linguistique. Un résultat nuancé ayant permis d'identifier des facteurs causaux relativement concrets sur lesquels agir via l'élaboration de politiques publiques *ad hoc*.

Dans une perspective similaire de *problem solving*, André Dumoulin a pour sa part démontré que la dimension publique et médiatisée de l'information en matière de sécurité et de défense des gouvernements et organisations de sécurité représente également un enjeu politique important. En considérant, résultats empiriques à l'appui, le rôle des médias comme acteurs politiques – en tant qu'exerçant une influence indirecte sur les décideurs, en ce compris dans le domaine de la sécurité-défense – et des opinions publiques comme baromètre politique – en tant que variable notable mais non décisive dans le processus décisionnel gouvernemental des sociétés démocratiques –, l'auteur a finement mis au jour les lignes de forces et les faiblesses de la stratégie de communication propres à la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD/PSDC) en comparaison avec celle de l'Alliance Atlantique (OTAN). Les recommandations qu'il livre alors, sur la base de ce constat, en vue d'améliorer la communication officielle de ces organes reflètent ici aussi le poids des représentations – en l'occurrence médiatiques – dans le processus de construction d'une identité collective européenne et atlantique visible, crédible et efficace en matière d'(in)sécurité et de défense.

L'analyse de la médiatisation du *Plan Déchets* mis en place par l'ONDRAF a également permis à Céline Parotte et Grégory Lits de mettre en relief comment la problématique des déchets radioactifs belges est socialement construite comme insécuritaire, ou autrement dit en quoi ce plan constitue un problème de sécurité public requérant une action de l'autorité publique pour sa résolution. Dans les conclusions de leur étude des relations de l'ONDRAF avec les médias, le public, certaines associations environnementales

⁴ PARRET Herman et al., *Le langage en contexte. Études philosophiques et linguistiques de pragmatique*, Amsterdam, John Benjamins Publishing Company, 1980, p. 679.

et les représentants politiques transparait ici encore l'existence d'une pluralité de grilles de lecture du *Plan Déchets*, ainsi soumis à des interprétations multiples en matière d'(in)sécurité : là où la communication institutionnelle répond pour l'essentiel à un objectif d'acceptation sociale du caractère sécuritaire de la solution de gestion des déchets radioactifs belges envisagée par l'organisme, l'information médiatique quant à elle non consensuelle révèle parallèlement l'existence d'un débat quant au choix de l'option et aux conséquences de sa mise en œuvre. Une différence de cadrage à même de renforcer, à son tour, les sentiments d'(in)sécurité.

Comme l'a démontré David Pichonnaz, la diversité des images cognitives d'(in)sécurité constitue également un facteur prégnant dans le cas précis des représentations policières suisses quant à l'évolution des phénomènes de délinquance. Si l'hétérogénéité des visions du corps policier mise au jour par l'auteur remet ainsi en cause le paradigme uniformisant de la « culture policière », elle résulte toutefois moins dans ce cas de leur expérience professionnelle qu'elle ne doit à leurs origines et trajectoires sociales. De leur côté, Gyöngyvér Demény et Michalis Lianos associent de manière plus large l'accroissement du sentiment d'insécurité dans les sociétés contemporaines à des causes systémiques, telles que les changements structurels, socio-économiques et institutionnels. L'influence de ce qui relève d'un contexte extérieur mais non moins proche de l'individu en tant que lié à sa propre expérience du monde vécu, et les évolutions en termes de socialité qui en découlent, varient toutefois selon les auteurs en fonction du niveau de modernisation des sociétés en question. Autrement dit, les changements dans le monde de l'emploi, la prolifération des institutions, l'individualisation, la compétition accrue entre les individus et la complexification du contexte dans lequel ces derniers construisent leurs trajectoires biographiques contribuent à intensifier le sentiment d'insécurité dans les sociétés de la modernité avancée.

Par-delà ces premiers enseignements relatifs aux poids des représentations et aux facteurs constitutifs des sentiments d'(in)sécurité, les contributions du présent ouvrage se sont également penchées sur les politiques publiques mises en place par des acteurs nationaux, et ce, pour les analyser voire pour tenter d'y répondre.

En élargissant le champ sémantique du concept de « sécurité » aux apports de la Science politique et de la Sociologie afin de dépasser la conception strictement stratégique-militaire classiquement mobilisée par les Sciences historiques, Christoph Brüll a pour sa part démontré que le rapprochement belgo-allemand opéré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en s'accompagnant d'une rhétorique de méfiance constitue moins un paradoxe

qu'il répond en réalité à un « processus de sécurisation ». Considérer le discours sécuritaire comme un acte de langage a ainsi permis à l'auteur de mettre au jour la force illocutoire et l'enjeu politique que sous-tend la politique de la Belgique ainsi mise en place pour intégrer l'Allemagne dans le « bloc occidental » afin de garantir la sécurité du pays.

En mobilisant elle aussi une approche critique, Léa Lemaire a quant à elle examiné des pratiques de sécurité, en particulier l'enfermement systématique des migrants arrivant à Malte sans documents et par voie maritime, dans une perspective foucauldienne. L'originalité de son travail résidait dans une approche totalisante des relations de pouvoir. Elle a ainsi analysé autant la fabrique d'un dispositif de contrôle par des professionnels de l'insécurité que la manière dont le dispositif est vécu par les migrants. Au regard du dispositif de contrôle strict appliqué dans ce pays envers les migrants, ainsi considérés comme une menace dangereuse et séparés du reste de la société (processus de sécurisation), l'auteur a ainsi pu démontrer la construction d'une « île-prison » (processus d'insécuritisation), posant par là-même la question de la restriction des libertés inhérente aux politiques européennes en matière d'immigration. En d'autres termes, ses recherches démontrent *in fine* comment le contrôle de la mobilité, tout en étant ultra-localisé, tend à s'opérer au-delà d'un cadre stato-national.

Comme l'ont par ailleurs développé Kamal Bayramzadeh, Liridon Lika ainsi qu'Audrey Weerts et Jean-Claude Mputu dans leur contribution respective, les politiques en matière de sécurité peuvent également avoir une portée internationale et des conséquences multi-niveaux. Dans son analyse des enjeux sécuritaires de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient et plus particulièrement du cas de l'Iran, Kamal Bayramzadeh posait la question de la « sécurisation » comme facteur d'« insécurité ». En mobilisant une approche à la fois réaliste et critique du concept de sécurité en Relations internationales, il a démontré que la course aux armements telle qu'aujourd'hui à l'œuvre dans le contexte moyen-oriental est la conséquence directe des politiques de prolifération nucléaire, en particulier du projet nucléaire iranien perçu comme une « menace » non seulement par Israël mais également par d'autres puissances régionales et mondiales dont au premier chef les États-Unis. Dans une zone historiquement empreinte de tensions et changements géopolitiques, l'auteur a toutefois choisi de préconiser un scénario de sortie optimiste en appelant à la mise en place du projet onusien de « Zone Exempte d'Arme Nucléaire » (ZEAN).

À la loupe d'une autre région du monde elle aussi en proie aux conflits inter- et intra-étatiques, Liridon Lika a quant à lui analysé le rôle de l'Union européenne dans le processus de pacification à long terme des Balkans occi-

dentaux. En mettant en perspective le rôle subsidiaire de l'UE par rapport à l'OTAN et aux États-Unis lors de la guerre en ex-Yougoslavie avec la politique d'élargissement « au cas par cas » qu'elle déploie aujourd'hui vis-à-vis de cette région du monde, l'auteur a ainsi démontré que le processus de sécurisation des Balkans occidentaux participe de la stratégie de reconnaissance de l'UE en tant qu'acteur mondial. Une capacité à se faire accepter comme une autorité alternative en matière de stabilisation, de réconciliation et d'intégration régionales non moins en soi paradoxalement porteuse de défis sécuritaires.

Questionnant plus largement la rhétorique sécuritaire des Nations unies, Audrey Weerts et Jean-Claude Mputu ont de leur côté mis en perspective le triptyque conceptuel de « Paix-Sécurité-Développement » et son opérationnalisation dans le cadre des missions d'opération de maintien de la paix au sein de l'État dit « fragile » qu'est la République démocratique du Congo (RDC). En mettant ainsi au jour l'existence d'un écart persistant entre le discours onusien – plaçant la paix, la sécurité et le développement sur un même pied d'égalité – et la réalité du terrain dans le cas congolais – reflétant *a contrario* la prééminence de la paix et de la sécurité sur le développement –, ils ont *in fine* conclu à la prévalence manifeste mais au demeurant nécessaire des questions sécuritaires (telles que la neutralisation des groupes armés) sur les problématiques liées au développement (telles que la stabilisation du pays), tout en nuancant leurs propos quant au caractère figé de ce constat : les auteurs considèrent en effet que les Nations unies, en tant qu'instance de légitimation, exercent une influence politique à même de réellement favoriser cette évolution vers un traitement davantage égalitaire des trois concepts de ce triptyque.

In fine, le parcours des diverses contributions de cet ouvrage reflète pleinement l'ambition des chercheurs contemporains de rompre avec la vision classique de la sécurité. Autrement dit, penser l'(in)sécurité se singularise aujourd'hui par le recours à des approches théoriques davantage critiques – c'est-à-dire prenant également en compte des facteurs plus intangibles tels que le sentiment d'(in)sécurité – ainsi qu'à des approches méthodologiques davantage transversales – c'est-à-dire combinant plusieurs axes de réflexion tels que définis *supra*. Cette quête de perspectives nouvelles amène plus concrètement les contributeurs du présent ouvrage à élargir leurs analyses à de nouvelles dimensions – normative, conceptuelle, descriptive, critique ou encore linguistique – de la question de l'(in)sécurité et à intégrer dans leurs analyses le traitement d'un aspect fondamental du processus de sécurisation, à savoir la question de la problématisation de la sécurité. Nombre d'entre eux ont en effet cherché à comprendre pourquoi à un moment don-

L'(in)sécurité en question

né, un phénomène ou une question devient « politique » et comment celle-ci se transforme en un problème et un enjeu de sécurité. En ce sens, leurs analyses confortent l'idée que l'(in)sécurité constitue un objet méritant un traitement tant empirique que réflexif.